Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 3 février 2021)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Projet de loi modifiant la loi sur l'utilisation
du domaine public et la loi sur les subventions**

La commission parlementaire Gestion des déchets urbains et sites pollués,

composée de M^{mes} et MM. Michel Zurbuchen, président, Martine Docourt Ducommun, vice-présidente, Frédéric Vaucher, Jean-Frédéric de Montmollin, Sébastien Marti, Quentin Di Meo, Lionel Rieder (*en remplacement de Marc-André Nardin le 17 mai 2021*), Françoise Gagnaux (*en remplacement de Florence Nater*), Eric Flury, Florence Aebi, Pierre Wexsteen, Richard Gigon, Clarence Chollet, Diego Fischer et Micaël Haldenwang,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

La commission a examiné le projet de loi du Conseil d'État, en date des 8 avril et 17 mai 2021 en visioconférence, en présence de M. Laurent Favre, conseiller d'État, chef du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE), de M. Pierre-François Gobat, chef du service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) et vétérinaire cantonal, de M^{me} Lucienne Wasser, juriste au service juridique de l'État de Neuchâtel (SJEN) (*en remplacement de M^{me} Sarah de Montmollin le 8 avril*) et de M^{me} Sarah de Montmollin, juriste au SJEN (*le 17 mai*).

M. Laurent Favre, chef du DDTE, a présenté le rapport 21.007 qui propose de modifier la loi sur l'utilisation du domaine public (LUDP) et la loi sur les subventions (LSub) afin de limiter l'utilisation des plastiques à usage unique et donc le *littering*. Ce projet de loi vise à généraliser l'emploi de vaisselle réutilisable lors des activités ou manifestations ayant lieu sur le domaine public et constitue une réponse au postulat du groupe Vert'Libéral-PDC 20.111 « *Plastiques à usage unique : sans un sou des contribuables !* » accepté par le Grand Conseil le 21 janvier 2020.

Les commissaires accueillent de façon positive le projet.

Plusieurs questions ont émergé lors des discussions, notamment :

- la raison pour laquelle la question des marchés publics a été écartée ;
- la durabilité des produits de substitution ;
- la possibilité d'interdire les contenants en plastique pour les *take-away*.

Les informations suivantes ont été données à la commission suite à ces questions :

- La marge de manœuvre pour introduire un critère supplémentaire dans l'attribution des marchés publics est faible et la plus-value semble marginale compte tenu du fait que la loi ne concerne que l'utilisation du domaine public.
- Plusieurs alternatives existent à la vaisselle plastique, notamment des produits à usage unique en papier et carton, des matières compostables ou de la vaisselle lavable et réutilisable. L'impact des matières de substitution varie fortement : il est plutôt faible pour le papier et le carton et peut être élevé pour d'autres matières en fonction de leur lieu d'origine. Concernant les matières compostables, selon les renseignements pris

auprès de VADEC, les produits satisfaisant à la norme EN 13432 ne peuvent pas être valorisés dans les compostières neuchâteloises et doivent donc être incinérés. L'impact des gobelets réutilisables semble être le meilleur. Il devient plus faible que la vaisselle jetable dès la 7^e ou 8^e utilisation. L'idéal est bien évidemment que le lavage se fasse le plus proche possible du lieu de la manifestation. Une solution de lavage dans le canton pourra être envisagée suite à l'entrée en vigueur de la loi.

- La réglementation des *take-away* est une compétence communale et il est prévu de permettre à ces dernières d'introduire une taxe sur les *take-away* dans le cadre de la nouvelle loi sur les déchets et les sites pollués (LDSP).

Plusieurs commissaires ont insisté sur le fait que le problème de la vaisselle à usage unique n'est pas uniquement lié au *littering*, mais également à la consommation des ressources. Dans ce sens, les alternatives réutilisables doivent être privilégiées.

Dans le cas des matières de substitution compostables, le fait qu'elles ne puissent pas être valorisées régionalement a incité la commission et le Conseil d'État à renoncer à la proposer comme alternative et donc de retirer les « *produits compostables qui affichent la norme EN 13432 (ex. bagasse, bambou, feuilles de palmier)* » de la liste des produits autorisés, à la page 9 de l'annexe du rapport du Conseil d'État.

Pour finir, la technique évoluant rapidement, il est probable que la valorisation régionale des matières compostables devienne possible ou que de nouvelles matières durables arrivent sur le marché. Dans ce sens, il paraît essentiel de préciser que la liste des produits autorisés est sujette à évoluer, bien que cette souplesse doive tenir compte de la gestion des stocks. Ainsi, une éventuelle interdiction d'un produit devra être annoncée suffisamment tôt.

Un amendement a été déposé par un membre de la commission afin d'élargir l'interdiction de la vaisselle plastique jetable aux manifestations soutenues par le canton hors voie publique. Cet amendement reprend l'esprit du postulat 20.111 « *Plastiques à usage unique : sans un sou des contribuables !* ». Une majorité des commissaires a estimé que l'application d'une telle obligation serait compliquée à surveiller et que son impact serait mineur en insistant sur le fait que la majorité de la vaisselle plastique jetable est déjà touchée par le projet de loi tel que proposé, les grandes manifestations ayant lieu sur le domaine public. Une minorité des commissaires estimait cependant que réduire cette interdiction aux seules activités et événements ayant lieu sur le domaine public ne correspondait pas à la volonté exprimée lors de l'acceptation du postulat et qu'une extension de cette interdiction à toutes les manifestations subventionnées impliquerait un changement de comportement plus large au sein de la population neuchâteloise.

Pour finir, compte tenu de la situation sanitaire et économique actuelle, la commission a soutenu le Conseil d'État dans sa proposition de repousser l'entrée en vigueur de la loi de six mois, à savoir du 1^{er} juillet 2022 au 1^{er} janvier 2023.

Entrée en matière (art. 171 OGC)

À l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi et de se prononcer sur l'amendement suivant :

Projet de loi et amendements

Loi actuellement en vigueur Loi sur les subventions (LSub)	Projet de loi du Conseil d'État	Amendements que la commission propose d'accepter (art. 172 OGC)	Amendements que la commission propose de refuser (art. 172 OGC)
<p><i>Art. 15b : inexistant</i></p>	<p>Art. 2 Modification de la loi sur les subventions (LSub)</p> <p><i>Art. 15b (nouveau)</i> Les manifestations autorisant ou tolérant l'utilisation de vaisselle plastique à usage unique sur le domaine public communal ou cantonal ne peuvent pas bénéficier de subvention cantonale.</p>		<p>Amendement Diego Fischer</p> <p><i>Art. 15b (nouveau)</i> Les manifestations autorisant ou tolérant l'utilisation de vaisselle plastique à usage unique (<i>suppression de : sur le domaine public communal ou cantonal</i>) ne peuvent pas bénéficier de subvention cantonale.</p> <p>Refusé par 8 voix contre 6.</p>

Vote final

À l'unanimité des membres présents, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il est présenté par le Conseil d'État.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

Sans opposition, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat libre.

Postulat dont le Conseil d'État propose le classement

Par 13 voix sans opposition et 1 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le classement du postulat du groupe Vert'Libéral-PDC 20.111, du 19 janvier 2020, « *Plastiques à usage unique : sans un sou des contribuables !* »

Neuchâtel, le 24 mai 2021

Au nom de la commission

Gestion des déchets urbains et sites pollués :

Le président,

M. ZURBUCHEN

La rapporteure,

C. CHOLLET